Département des Bouches du Rhône

Arrondissement d'Aix en Provence

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des Délibérations du

Conseil Municipal de la Commune de

LA FARE LES OLIVIERS

Séance du 14 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze du mois de mars à 18 heures 30, le Conseil Municipal de La Fare-les-Oliviers, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation qui lui a été adressée par le Maire, conformément à l'article 48 de la

Loi du 5 Avril 1884.

Etaient présents: M. MARCILIAC Jérôme, M. YERPEZ Joël, Mme GARCIA Chantal, M. LOMBARDO Yves, Mme SEILER Myriam, Mme BARATA Silvia, Mme ROSMARINO Laurence, M. SPINELLY Eric, M. DI-SAPIO Mme BAUMANN Claude, LEGUEVACQUES Benjamin, Mme CLAUZEL Nathalie, M. PALMERINI Denis, Mme GIORSETTI Marie-Laure. BARBAROUX Charly, Mme VALLET Christine, M. MARTIN Patrice, Mme THORN Marguerite, Mme DAHMAN Hinda, M. SARDA Stéphane et Mme DORELON-TRANCHARD Céline

Etaient Absents donnant pouvoir: M. AGARD Christophe, Mme WECKERLIN Carine, Mme MESTRE Marie-Aude, M. MORGANTE Michel, Mme DELOUS Céline, M. CRUZ Gérard

<u>Etaient Absents excusés</u>: M. LAFORCE Christian, Mme MERZOUGUI Noura

Etaient Absent:

<u>Secrétaire de la séance</u> : Mme Chantal GARCIA

N° 2024 2 8

Objet: Classement dans le domaine public communal de la parcelle AH n°835

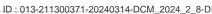
VOTE

UNANIMITE

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Recu en préfecture le 19/03/2024

Publié le 19/03/2024



Classement dans le domaine public communal de la parcelle AH n°835

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a acquis par voie de préemption, le 4 octobre 2023, la parcelle cadastrée section AH n°835, d'une superficie totale de 37m² à M. ATTALI Lucas et Mme BLAIZOT Marie-Claire. Cette parcelle est assimilable à du délaissé de voirie et fera partie de travaux futurs d'aménagement de la Route de l'Amelau et des Oliviers.

Monsieur Le Maire demande au Conseil Municipal d'intégrer cette parcelle au domaine public communal et à l'intégrer à la voie.

Vu le code de la voirie routière,

Vu la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 portant simplification administrative qui dispose que les délibérations concernant le classement ou le déclassement de voirie sont dispensées d'enquête publique préalable, sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Considérant que le classement dans le domaine public communal de cette parcelle ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par cette voie déjà existante.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le classement de la parcelle cadastrée AA n°835 dans le domaine public communal.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

L'exposé de son rapporteur entendu et après en avoir délibéré,

APPROUVE le classement dans le domaine public communal la parcelle cadastrée section AH n°835.

Le Maire

La secrétaire de séance

Chantal GARCIA